



**PRÉFET
DE L'ISÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires

Service Environnement

Arrêté préfectoral – IOTA n°38-2022-0100008536
portant prescriptions spécifiques à déclaration
en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement
relative au curage pluriannuel d'entretien du ruisseau du Nant sous le ponceau de la
RD 1092 avec réinjection des matériaux après sa confluence avec le cours d'eau de La Lèze

Commune de Chantesse

Le Préfet de l'Isère,
Chevalier de la légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du mérite,

Pétitionnaire : Conseil Départemental de l'Isère

Vu le code de l'environnement notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 septembre 2014 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3150 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement de la rubrique 3210 de la nomenclature annexée au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 mai 2008 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations d'entretien de cours d'eau ou canaux soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3210 de la nomenclature annexée au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2230, 3210 et 4130 de la nomenclature annexée au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

Tel : 04 56 59 46 49

Mél : ddt-spe@isere.gouv.fr

Adresse : DDT de l'Isère – 17, Bd Joseph Vallier, BP 45
38040 GRENOBLE Cedex 9

Vu l'arrêté du Préfet Coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée du 21 mars 2022 paru au Journal Officiel du 3 avril 2022, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027 ;

Vu le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Bas Dauphiné Plaine de Valence ;

Vu l'arrêté préfectoral en cours de validité donnant délégation de signature à monsieur François-Xavier Cereza, directeur départemental des territoires de l'Isère ;

Vu la décision de subdélégation de signature en cours de validité donnant délégation de signature à madame Clémentine Bligny, cheffe du service environnement de la direction départementale des territoires de l'Isère, à madame Hélène Marquis, à madame Pascale Boularand, à monsieur Eric Brandon, à monsieur Emmanuel Cuniberti et à monsieur Gilles Janiseck ;

Vu le dossier de déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement reçu le 9 novembre 2022, complété le 2 mars 2023, présenté par monsieur le président du Conseil départemental de l'Isère, enregistré sous le n°38-2022-0100008536 et relatif au curage pluriannuel d'entretien du ruisseau du Nant sous le ponceau de la RD 1092 avec réinjection des matériaux après sa confluence avec le cours d'eau de La Lèze ;

Vu le récépissé de dépôt de déclaration en date du 23 novembre 2022 ;

Vu les pièces du dossier présentées à l'appui dudit projet et comprenant notamment :

- ↳ identification du demandeur,
- ↳ localisation du projet,
- ↳ présentation et principales caractéristiques du projet,
- ↳ rubriques de la nomenclature concernées,
- ↳ document d'incidences,
- ↳ moyens de surveillance et d'intervention,
- ↳ éléments graphiques ;

Vu le projet d'arrêté adressé au pétitionnaire en date du 19 avril 2023 ;

Vu la réponse du pétitionnaire en date du 24 avril 2023 ;

Considérant la protection du milieu aquatique ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de l'Isère ;

Arrête

Titre I : OBJET DE LA DECLARATION

Article 1 : Objet de la déclaration

Il est donné acte à monsieur le président du Conseil départemental de l'Isère - avenue Jules David - 38162 Saint-Marcelin de sa déclaration en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant le curage pluriannuel d'entretien du ruisseau du Nant sous le ponceau de la RD 1092 avec réinjection des matériaux après sa confluence avec le cours d'eau de La Lèze.

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

Les rubriques du tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernées sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Projet	Arrêté ministériel de prescriptions générales à respecter
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet. Destruction de plus de 200 m ² de frayères (A). Dans les autres cas (D).	D	Arrêté du 30 septembre 2014
3.2.1.0	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés à la rubrique 4.1.30 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année : Supérieur à 2 000 m ³ (A) Inférieur ou égal à 2 000 m ³ dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) Inférieur ou égal à 2 000 m ³ dont la teneur des sédiments extraits est inférieur au niveau de référence S1 (D) L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous-produits et leur devenir. (D)	D	Arrêtés des 9 août 2006 30 mai 2008 et 30 juin 2020

Cet arrêté est valable pour les futures interventions de curage de l'ouvrage, dont le volume des sédiments extraits au cours d'une année est inférieur ou égal à 2000 m³, pour une période de 10 ans maximum.

Titre II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Article 2 : Information préalable au commencement des travaux

Le déclarant doit informer le service environnement en charge de la police de l'eau par courriel ddt-spe@isere.gouv.fr, l'office français de la biodiversité (O.F.B) par courriel sd38@ofb.gouv.fr et le maire de la commune concernée **au moins 15 jours ouvrés avant le début de chaque intervention de curage**, des dates prévisionnelles de début et fin du chantier, du nom de la ou des personnes morales ou physiques retenues pour l'exécution des travaux. Vous informerez aussi ces mêmes services de la date réelle de fin de chantier et des principales phases de celui-ci.

Article 3 : Engagements du pétitionnaire

- ↳ Les matériaux de curage font l'objet d'une réinjection dans la Lèze conformément au dossier.
- ↳ Les engins de chantier travaillent depuis les berges que ce soit pour le curage dans le Nant ou la réinjection des sédiments dans la Lèze.

Le déclarant veille à respecter l'intégralité des engagements contenus dans son dossier de déclaration et se conforme à l'article 8 du présent arrêté.

Article 4 : Prescriptions générales

Le pétitionnaire doit respecter les prescriptions générales définies dans le ou les arrêtés ministériels dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus.

Ces arrêtés sont disponibles sur les sites internet suivants :

https://aida.ineris.fr/liste_documents/1/17940/1

<https://www.legifrance.gouv.fr>

ou via une recherche sur un navigateur internet.

Conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales de la rubrique 3150, les travaux peuvent être réalisés de mai à septembre.

Conformément à l'article 13 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales de la rubrique 3150, suite aux travaux, les berges ayant été dégradées feront l'objet d'une remise en état et d'une revégétalisation appropriée (enherbement, reconstitution de la ripisylve, plantations adaptée...) afin en plus de la remise en état d'éviter le départ d'espèces pionnières invasives et l'érosion des berges.

Les restrictions éventuelles liées à l'arrêté préfectoral plaçant le département de l'Isère en situation soit d'Alerte Sécheresse, soit d'Alerte Renforcée, soit de Crise doivent être appliquées. La dernière version de l'arrêté préfectoral est disponible sur le site Web de la Préfecture de l'Isère :

<https://www.isere.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eau/Secheresse2/Secheresse>

Article 5 : Prescriptions spécifiques

- ✉ **Avant de réaliser chaque curage, il est nécessaire d'obtenir l'autorisation des propriétaires des parcelles cadastrales concernées.**
- ✉ **Les matières en suspension sont maîtrisées de manière à ne pas impacter le milieu aquatique.**
- ✉ **Après réalisation du curage, il ne doit pas être généré de rupture de pente pouvant entraîner des désordres hydrauliques.**
- ✉ **Après chaque curage, la fiche d'extraction jointe à cet arrêté est fournie au service en charge de la police de l'eau sous un délai de deux mois.**
- ✉ **Un rapport de synthèse des interventions est transmis maximum un an après la fin de l'autorisation de curage. Ce rapport présente notamment un récapitulatif chiffré (en volume) des opérations d'entretien et décrit l'incidence de cet entretien sur le profil en long du cours d'eau.**
- ✉ **Les travaux de curage ne sont pas autorisés au-delà de la période inscrite dans l'arrêté à l'article 1.**

Article 6 : Modifications des prescriptions

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Titre III – DISPOSITIONS GENERALES

Article 7 : Délai de validité de la déclaration

La mise en service de l'installation ou la construction des ouvrages ou l'exécution des travaux ou l'exercice de l'activité, objet de la déclaration, doit intervenir dans un délai de **3 ans** à compter de la date du présent arrêté.

L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans.

A défaut, en application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, **la déclaration, objet du présent arrêté préfectoral, est caduque.**

Article 8 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, objet du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et au contenu du dossier de demande de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation à la connaissance du Préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Article 9 : Transmission du bénéfice de la déclaration

Conformément à l'article R.214-40-2 du code de l'environnement lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée dans le dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au guichet unique de la police de l'eau et des milieux aquatiques, dans les 3 mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

Article 10 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 11 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 12 : Publication et information des tiers

Copies de la déclaration et de cet arrêté sont adressées à la Mairie de la commune où cette opération doit être réalisée, pour affichage et pour mise à la disposition du public du dossier pendant une durée minimale d'un mois.

Ils sont en outre communiqués à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE Bas Dauphiné Plaine de Valence.

Ces informations sont mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'Isère durant une durée d'au moins 6 mois.

Article 13 : Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Grenoble :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<http://www.telerecours.fr/>).

Article 14 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère,
Le maire de la commune de Chantesse,
Le directeur départemental des territoires,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Grenoble, le 2 mai 2023

Pour le préfet de l'Isère et par délégation,
Le directeur départemental des territoires
Par subdélégation, la cheffe du service environnement



Clémentine BLIGNY

Direction Départementale
des Territoires de l'Isère

Service Environnement

Cadre réservé à l'administration

Reçu le :

Pris en compte le :

(mise à jour de la Bdd)

Fiche de Retour d'information après Travaux d' ENLEVEMENT DE MATERIAUX EN COURS D'EAU

L'objectif de ce retour d'information est d'inventorier sur le long terme les curages en cours d'eau afin d'améliorer les connaissances sur le transport solide des cours d'eau de l'Isère.

Les annexes jointes ne sont pas toutes exigées (se référer aux prescriptions de l'arrêté préfectoral ou du récépissé de déclaration qui peuvent rendre obligatoires le retour de certains documents à annexer à ce formulaire).

Renseignement administratifs

Numéro du IOTA¹ : 3 8 - 2 0 - 0 0
(voir le récépissé ou l'arrêté)

Zone d'extraction

Cours d'eau :
Surface concernée : m ²
Linéaire concerné : m
Ouvrage plage de dépôts :	Oui <input type="checkbox"/> (extraction liée à un ouvrage de type plage de dépôts) / Non <input type="checkbox"/> (extraction en cours d'eau sans ouvrage)

Matériaux

Dates :	Début de l'extraction : / / Fin de l'extraction : / /
Volume* : (hors débris végétaux) m ³ ; marge d'erreur : +/- m ³
Mode de calcul :	Estimation visuelle <input type="checkbox"/> ; Nombre de camions <input type="checkbox"/> ; Relevés topographiques <input type="checkbox"/>
Granulométrie :	Document complémentaire joint à l'annexe <input type="checkbox"/> Pas d'information <input type="checkbox"/>
Destination des matériaux :

¹ Information disponible sur le récépissé de déclaration autorisant les travaux

***Description des volumes mobilisés** : (à défaut de remplir les volumes précisez bien quel est le type de matériaux principalement rencontré en cochant les ronds correspondants)

<input type="radio"/>	débris végétaux	_____	m ³
<input type="radio"/>	sédiments fins (< 2 mm)	_____	m ³
<input type="radio"/>	matériaux grossiers et sédiments mélangés	_____	m ³
<input type="radio"/>	matériaux grossiers	_____	m ³

<p>Fait à....., le (signature)</p> <p style="text-align: center;">SIGNATURE</p> <p>en qualité de :</p>
--

Fiche (avec les annexes*) à envoyer à :

Direction Départementale des Territoires de l'Isère
Service Environnement
17, Bd Joseph Vallier - BP 45
38040 GRENOBLE Cedex 9

mel : ddt-spe@isere.gouv.fr

* **Annexes jointes** (non obligatoires si non demandées dans le récépissé ou l'arrêté) :

- plan de situation _____
- documents topographiques _____
- photos avant et après travaux _____
- détails des estimations _____